

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 07 au 14 octobre 2016

Rappel, la semaine dernière : Pensions de retraite, crise migratoire, réduction des avantages des anciens PR ...

Livre « Un président ne devrait pas dire ça »

Les réactions suscitées par le livre « *Un Président ne devrait pas dire ça* » sont sans commune mesure, ni dans leur ampleur ni dans leurs tonalités, avec le déferlement médiatique.

Sur la démarche, on trouve des correspondants plutôt positifs, voyant un geste « d'honnêteté » ou de « transparence » ou l'encourageant à assumer ses propos : « *vous êtes tout de même libre de vous exprimer ! En plus vos réflexions sont pleines de bons sens* ». A l'inverse, quelques-uns plus minoritaires y voient une atteinte à la fonction présidentielle, jugent le livre « inutile », l'assimilent à un « déballage de ragots » ou fustigent « *vous avez vraiment du temps à perdre !* ». Même s'il y a certainement un biais d'auto-sélection dans ces correspondants (les plus critiques sur la banalisation de la fonction ne prenant plus nécessairement la peine d'écrire au Président), peu paraissent se sentir vraiment concernés par ce livre.

Les $\frac{2}{3}$ des réactions se focalisent d'ailleurs sur les paroles rapportées. Les premiers jours, la formule « la femme voilée d'aujourd'hui sera la Marianne de demain » a été la plus entendue. Très remontés, quelques Français ne comprennent pas comment le Président d'un « pays catholique » peut « *appeler de ses vœux une Marianne musulmane* » - ou à l'inverse craindre que cela participe « *à l'ambiance délétère* ».

Puis les propos sur l'institution judiciaire ont pris le dessus, de manière positive : « *vous avez dit tout haut ce que tout le peuple pense tout bas sur la lâcheté des juges* ». Certains de ces correspondants témoignent d'un passif personnel avec la Justice. Seul un Français a exprimé sa désapprobation en qualifiant ces propos de « *forfaiture* ».

L'expression « sans-dents » n'a été relevée que par un correspondant, retraité qui ne croit pas le Chef de l'Etat lorsqu'il affirme « aimer les gens » : « *Quand on traite les personnes comme ça ce n'est pas de l'amour mais du mépris* ».

Il n'y a pas encore de réactions sur la lettre d'excuse à la magistrature - c'est, peut-être, cet épisode qui pourrait le plus troubler les correspondants, par fonction et sur le fond compte tenu de la réception initiale des propos.

Agressions de policiers à Viry-Châtillon

L'attaque à Viry-Châtillon a été presque autant commentée : elle représente peut-être l'élément le plus structurant de la semaine pour les correspondants... La gravité en est soulignée : un « *attentat à part entière* ». Est mis en cause le laxisme des autorités politiques (« *votre politique par une lâcheté indigne, a laissé proliférer de plus en plus de zones de non droit* ») et judiciaires : « *si la justice faisait son travail nous n'aurions pas à déplorer une telle situation* ».

Plus que l'insécurité en tant que telle, l'agression a alimenté le lien entre insécurité, immigration et islam. Ce n'est pas vu comme une attaque individuelle mais bien celle d'un groupe (que ce soit « *les caïds de la drogue* » ou « *les islamistes* »), organisé, vindicatif, quand il n'est pas mû par une idée de vengeance contre la société. D'où des réactions sur le thème de « *la révolte des Français devant l'agression de policiers par une bande d'individus issus de l'immigration* » ; « *l'islam est un danger mortel pour la civilisation, nos valeurs... le pays est délabré, la guerre menace, qu'attendez-vous pour agir ?* ».

L'exécutif est parfois accusé d'euphémiser ces faits, notamment par l'utilisation du terme *sauvageon* : « *ce ne sont pas des sauvages comme vous les appelez messieurs, mais bien des terroristes* ».

Certains correspondants demandent un réel soutien aux forces de l'ordre, qui passerait notamment par un élargissement de la définition juridique de légitime défense « *qui n'est plus adapté à notre époque* ».

Annulation de la visite de Vladimir Poutine à Paris : fort sur le moment, puis en baisse

Une trentaine de personnes ont écrit majoritairement en amont de la perspective de la venue de Vladimir Poutine à Paris, seulement 9 commentent l'annulation de la visite.

Parmi messages reçus avant l'annulation du déplacement, la majorité (70%) intimait au Chef de l'Etat de ne **« pas recevoir Poutine »** dans le contexte des bombardements **« génocidaires »** d'Alep : *« Poutine à Paris sera votre Bachar ou votre Kadhafi »*. A l'inverse, quelques-uns exhortaient le Président à ne pas **« suivre les bien-pensants »** et voyaient dans cette rencontre l'occasion dans cette entrevue entre les deux dirigeants de **« dialoguer et entamer des discussions salvatrices »** à propos du conflit syrien. 2 personnes ont fait part de leur inquiétude quant à d'éventuelles **« répercussions négatives »** pour l'économie française de cet imbroglio diplomatique.

Moins nombreuses, la plupart des réactions à l'annulation de la visite de Vladimir Poutine ont consisté en des **félicitations au Chef de l'Etat pour avoir « affirmé ses convictions »** en ne recevant pas **« le boucher d'Alep »**. Quelques-uns (un quart) sont à l'inverse sévères envers la diplomatie française car Poutine **« a les clés de la paix en Syrie »** et **« rompre le dialogue c'est rompre tout espoir »** de résolution du conflit ; quand un autre quart critique plus généralement l'attitude des **« dirigeants occidentaux »** à l'égard du président russe, tout en **« accueillant chaleureusement des criminels »** tel que le roi d'Arabie Saoudite, explicitement cité.

Enfin, un message accuse Vladimir Poutine de **« fuir les dialogues de paix »**.

Bombardements en Syrie – Alep : modéré

16 correspondants se sont exprimés en lien avec l'actualité du conflit syrien contre 11 la semaine dernière.

Plus de la moitié s'alarment de la situation humanitaire **« désastreuse »** et prient le Chef de l'Etat et ses homologues occidentaux d'**« agir de toute urgence »**. Au-delà de l'émotion partagée, ces correspondants en **« colère »** face à **« l'inaction »** demandent à faire respecter le droit international face à un **« génocide »** : **« ce n'est plus une guerre car ce sont maintenant les hôpitaux et les civils qui sont pris pour cibles »**.

20% sont des commentaires pessimistes de l'évolution des rapports entre la Russie, les Etats-Unis et leurs alliés respectifs, dressant le constat d'une **« situation internationale [qui] se détériore chaque jour, laissant peu de place aux espoirs de paix »**.

Par ailleurs, deux Français estiment que Bachar el-Assad doit être maintenu à la tête de l'Etat syrien puisqu'il s'avèrerait être le seul à **« pouvoir assurer la stabilité sur cette zone »**. Enfin, deux correspondants se disent opposés à la **« politique d'ingérence »** menée par **« les Américains et leurs obligés européens »** et recommandent au Chef de l'Etat de **« faire preuve de neutralité »**.